



L'heure du jugement approche

LE PREMIER MINISTRE Jean Charest a procédé le 11 août dernier à un important remaniement ministériel qui était attendu, voire prévisible depuis déjà plusieurs mois. Il est clair que le premier ministre souhaite donner un nouveau souffle à son équipe. Plusieurs ministres occupant des postes clés ayant changé de ministère, personne ne peut contester l'ampleur du mouvement de personnel au plus haut sommet de l'échiquier gouvernemental.

Le maintien en poste du ministre de la Santé et des Services sociaux a toutefois retenu autant, sinon plus, l'attention que les modifications apportées. En effet, l'avenir d'Yves Bolduc à la tête du réseau de la santé étant au centre de plusieurs rumeurs depuis des mois, et plus spécifiquement dans les jours ayant précédé le remaniement, un grand nombre de personnes s'attendaient à le voir quitter ce poste névralgique. Toutefois, son chef en a décidé autrement et lui a réitéré sa confiance.

En dépit de certaines lacunes du ministre Bolduc sur le plan des communications, il semble que sa connaissance intime du réseau et le désir du premier ministre de ne pas faire de mécontents dans son équipe expliquent cette décision.

Même si nous avons, comme beaucoup d'observateurs et d'intéressés, certaines réserves quant au style de gestion du ministre Bolduc depuis son arrivée en juin 2008, nous approuvons le choix du premier ministre d'opter pour la stabilité. En raison de la complexité du réseau de la santé et de l'importance de certains débats ayant cours actuellement au sujet du financement du réseau public, il aurait été inopportun de nommer un nouveau responsable du ministère de la Santé et d'alors faire en sorte que rien n'avance pendant des semaines ! L'État penchant naturellement pour l'immobilisme et le surplace, cette option ne nous aurait guère enchantés.

Malgré tout, tout le monde convient que le ministre Bolduc devra, impérativement au cours des semaines

et des mois à venir, poser des gestes structurants afin que les choses s'améliorent véritablement. Et le dossier primordial auquel il doit s'attaquer en priorité ne fait aucun doute : l'essentielle valorisation de la médecine familiale. Pierre d'assise d'un système de soins efficace, la médecine de première ligne doit être revalorisée. Cette option fait l'unanimité au Québec. Alors que

deux millions de Québécois n'ont pas de médecin de famille, qu'il manque 1100 médecins omnipraticiens dans la province, que près de 250 postes de résidence en médecine familiale sont restés vacants depuis quatre ans dans nos facultés de médecine et que l'écart de rémunération entre les médecins omnipraticiens et les spécialistes est de 55 %, il est plus urgent que jamais que le leadership politique à Québec passe des belles paroles aux actes en offrant enfin des conditions de pratique acceptables pour les médecins de famille. Un meilleur soutien professionnel, technique et administratif ainsi qu'une rémunération concurrentielle sont, entre autres, absolument nécessaires à la survie de la médecine familiale au Québec et à l'avenir de notre système de santé.

L'accélération des négociations au sujet du renouvellement de notre Entente générale, échue depuis le 31 mars dernier, donnera l'occasion au ministre Bolduc de réellement démontrer sa valeur politique cet automne. C'est sur les résultats de ces négociations et sur sa capacité de livrer la marchandise, notamment en procurant aux Québécois un meilleur accès aux soins de première ligne, qu'il sera jugé définitivement par la population et par ses pairs. L'heure du jugement approche donc à grands pas pour le ministre. Espérons qu'il saura se montrer à la hauteur de la tâche.

Le président,

D^r Louis Godin

Le 17 août 2010